
E U - R E V I E W

Activities of the Institutions
of the European Union

432

N° 583 DU 7 JANVIER 1994

Information hebdomadaire aux
Délégations de la Commission européenne
sur les travaux principaux
des Institutions de l'Union européenne

De la part du Secrétariat général - Horst-Jürgen TITTEL
Service "Information des Délégations de la Commission"
BREY 6/348 - tél. 52375/52125 - téléfax 296.59.96

EN CAS DE PROBLEME DE TRANSMISSION VEUILLEZ VOUS ADRESSER AU
SERVICE FAX : Tél. 29.51206



COMMISSION EUROPÉENNE

Secrétariat général

Service "Information des Délégations"

Bruxelles, le 10 janvier

Borderau d'envoi par télécopie

NOMBRE DE PAGES : COUVERTURE + 8

EMETTEUR : Secrétariat M. TITTEL
Tunnel

DESTINATAIRE : Washington Delegation

(Communication éventuelle)
Please find another copy
of our EU-Review n° 583.
Regards
A. Waerzeggers

Numéro de télécopieur : 296.59.96

Secrétariat de M. TITTEL : BREY 6/340

DISTRIBUTION	
H.D.	
D.H.D.	
CHA/ADM	
POL.	
AGR.	
COM/TS	H/S
DEVI	DE
ECO/VE	
F.P.A.	Sections
SEP	
T.R.E.	
SEP-AS	
C.C.	

- 3 -

Voici un résumé des principales activités des Institutions de l'Union européenne :

I. COMMISSION

1. SERVICE EXTERIEUR : CONSULTATION DES DELEGUES
2. RENCONTRE DE LA COMMISSION AVEC LA PRESIDENCE GRECQUE (ATHENES, 4-5 JANVIER)
3. EDUCATION : PROGRAMME D'ACTION
4. TEXTILE : RAPPORT SUR LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE
5. POPULATION PROGRAMMES 1990-93 : FINANCIAL SUPPORT
6. VIH/SIDA : ACTIONS DANS LES PVD
7. NOMINATION D'UN DELEGUE : TUNIS
8. AIDES : REPUBLIQUE CENTRAFRIQUE - OUGANDA - FEDERATION RUSSE
LIBAN
9. PREVISIONS

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. PRESIDENCE GRECQUE
2. CONSEIL " RECHERCHE " (BRUXELLES, 22 DECEMBRE)
3. DECLARATION DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE DE LA PESC
4. PREVISIONS

III. PARLEMENT EUROPEEN

1. TRAVAUX DES COMMISSIONS
2. PREVISIONS

I. COMMISSION

1. SERVICE EXTERIEUR : CONSULTATION DES DELEGUES

Veillez trouver ci-dessous, copie d'une note de M. WILLIAMSON au sujet de la restructuration du Service extérieur :

"Note à l'attention de M. Lacomte (Chef de Delegation, Mexico)

Je vous remercie de votre note du 16 novembre relative au service extérieur et notamment au groupe de travail qui examinera la situation à moyen terme et que je suis mandaté à présider. Je vous assure que j'ai l'intention de consulter le personnel hors Communauté, y inclus vous-même.

D.F. WILLIAMSON"

- 4 -

2. RENCONTRE DE LA COMMISSION AVEC LA PRESIDENCE GRECQUE (ATHENES, 4-5 JANVIER)

Les membres de la Commission européenne et les membres du gouvernement grec ont eu à Athènes le 5 janvier une série de rencontres bilatérales et une réunion plénière pour préciser le programme de la présidence pour les six mois à venir.

Lors d'une conférence de presse finale, M. PAPANDEOU a dessiné le cadre de la troisième présidence grecque depuis 1981 : une Europe en proie à des profondes évolutions, à l'instabilité, à des incertitudes, à des affrontements sanglants; une récession profonde et un chômage, à un niveau inacceptable, qui risque de déchirer le tissu social des Etats membres.

La présidence a souligné la nécessité de décentraliser les décisions, renforcer la cohésion en respectant les identités nationales, rapprocher l'Europe des citoyens tout en préservant le modèle européen de société.

Sur le développement interne, priorité sera donné à la lutte contre la récession et le chômage en utilisant les initiatives d'Edimbourg et de Copenhague et en mettant en oeuvre le contenu du Livre blanc après son acceptation unanime par les Douze comme cadre d'action.

Sur le plan extérieur, la présidence entend :

- conclure les négociations d'adhésion pour avril 1994 avec, si nécessaire, une accélération et une réunion au sommet avec les quatre. M. PAPANDEOU a dit aussi son espoir d'un élargissement vers le Sud et donc sa volonté de suivre de près les dossiers de Chypre et de Malte;
- poursuivre les actions communes décidées sous présidence belge (efforts de paix dans l'ex-Yougoslavie, au Moyen-Orient et préparation de la Conférence de Paris sur la diplomatie préventive);
- renforcer le dialogue transatlantique avec une première réunion avec le Président CLINTON le 11 janvier à Bruxelles.

Le Premier Ministre a insisté sur le fait que, trois mois après le début de la présidence grecque, le Parlement européen entrera en campagne électorale. Cela exigera une accélération des travaux (v. également INFO-NOTE N° 1/94 sur le programme de travail de la Présidence grecque).

Le Président DELORS a précisé les quatre priorités du semestre :

- lutter contre le chômage et le déclin économique sur la base du Livre blanc;
- mettre en oeuvre le nouveau Traité :
 - . la deuxième phase de l'UEM;
 - . la PESG, notamment vis-à-vis de l'ex-Yougoslavie;
 - . les affaires intérieures et judiciaires;
- mener à bien les négociations d'élargissement;
- engager la réflexion sur l'organisation de la Grande Europe.

En ce qui concerne la Turquie et Chypre, M. DELORS a déclaré "Nous sommes obligés par réalisme, de considérer la position stratégique de la Turquie dans un monde en plein bouleversement voire en pleine agitation, et en même temps au sud de l'ex-Union soviétique. Et d'un autre côté, il y a le dossier de Chypre. Vous savez que l'avis de la Commission sur la demande d'adhésion de Chypre a été considéré comme favorable, comme un encouragement à trouver une solution à Chypre.

- 5 -

D'autre part, nous sommes en relation continue avec le Secrétaire Général des Nations Unies et son délégué, et depuis le mois d'août je me suis efforcé de convaincre les Douze d'accepter de désigner un observateur. Ce n'est pas une mesure miracle mais c'est au moins la manifestation discrète que nous voulons appuyer les efforts de paix dans la région et aussi la recherche d'une solution équitable et définitive pour Chypre. Je n'arrive pas à voir quels sont les obstacles à cette solution. Il faut aussi que les Turcs le comprennent et aident à cette solution. Chypre fait partie d'un dispositif d'ensemble tendant conforter la paix, le respect de l'autre, la reconnaissance et la coopération dans la région".

3. EDUCATION : PROGRAMME D'ACTION

La Commission a proposé un programme d'action dans le domaine de l'Education appelé "SOCRATES" (v. doc. COM(93)686). Les projets financés par "SOCRATES" permettront de contribuer au développement d'une éducation de qualité dans l'ensemble de la Communauté et de faciliter ainsi l'insertion professionnelle et sociale des jeunes dans la société de demain. En promouvant outre la mobilité physique, la connaissance des langues et le recours aux techniques modernes de l'enseignement ouvert et à distance, il permettra à un plus grand nombre de jeunes de bénéficier des avantages d'un véritable espace européen ouvert de l'éducation. Avec un budget proposé de plus d'un milliard d'Ecus sur cinq ans (1995-1999), SOCRATES s'attachera à promouvoir des activités qui relèvent toutes de la coopération transnationale, impliquant à chaque fois un nombre important d'acteurs du monde éducatif de plusieurs Etats membres de l'Union. C'est la première fois qu'une action communautaire est menée au niveau de l'école.

Ces activités visent respectivement l'enseignement supérieur "ERASMUS" (mobilité des étudiants et des enseignants) l'enseignement scolaire "L'Europe à l'Ecole" (constitution de partenariats entre établissements scolaires d'Etats membres différents pour la réalisation conjointe de projets éducatifs), la promotion des connaissances linguistiques dans la Communauté, de l'apprentissage et de l'éducation ouverts et à distance et la promotion de l'information.

4. TEXTILE : RAPPORT SUR LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE

La Commission a approuvé le premier rapport sur la mise en oeuvre du programme TAFI (Textile Anti-Fraud Initiative). Lancé au printemps 1993, ce programme a d'ores et déjà permis un renforcement significatif des actions communautaires. La législation en vigueur a été améliorée et de nouvelles dispositions ont été mises en oeuvre. Depuis le 1er janvier 1993, est opérationnel un système communautaire globalisé de gestion des licences d'importation de produits textiles dans l'Union européenne, un terme étant mis à l'ancien système des "contingents nationaux".

La Commission a, dans le même temps, proposé de renforcer la lutte contre la contrefaçon en élargissant le champ du dispositif existant (p. ex. extension au-delà de la marque aux autres droits de propriété intellectuelle).

- 6 -

Les actions d'enquêtes menées par les Etats membres en partenariat avec la Commission ont été renforcées. La priorité a été donnée au développement des réseaux d'informations (SCENT, SID). Désormais, plus de 200 terminaux, situés aux points sensibles de la frontière extérieure communautaire se trouvent reliés.

Dans le même temps, la Commission a prévu un renforcement de la coopération internationale avec les pays confrontés à des phénomènes comparables. Des premiers contacts ont été pris avec les Etats-Unis et des accords de coopération douanière sont envisagés avec les Etats-Unis et d'autres partenaires commerciaux importants (Canada, Japon). Ces contacts seront poursuivis (v. doc. SEC(93) 2149).

5. POPULATION PROGRAMMES 1990-93 : FINANCIAL SUPPORT

Since 1990 the European Union has increasingly undertaken efforts towards helping developing countries cope with their problems of rapid population growth.

Indeed, in the three year period 1991-1993 the EU has committed some 57 million ECU, all in the form of grants for that purpose. This is a radical change compared to the years 1960-89, during which there was practically no European involvement in this increasingly important field of cooperation.

For 1994 financing of some 27 Mecu is envisaged.

European financing is either in favour of governmental programmes, as in Bangladesh, or in favour of programmes carried out through European or local non-governmental organizations specialized in mother and child health care.

A large range of programmes has been financed. Financially, the two most important ones are in Bangladesh and Pakistan.

In Bangladesh a contraceptive supply project is part of the "Fourth Population and Health National Programme" to which twelve donors will provide funds to improve the effectiveness and efficiency of family planning and maternal and child health services.

In Pakistan a rural social development programme aims to increase access to basic social services (education, primary health care and family planning) for the most disadvantage sections of the population.

In the Arab countries of the Mediterranean area, projects aim towards the creation and improvement of family planning services, the diffusion of information and communication programmes and the development of activities on a regional basis.

In Turkey the EC financed a film aired on local television about human rights, focusing on women's rights.

Most European financing has been devoted to programmes in South Asia and in Mediterranean countries, following requests from those regions.

6. VIH/SIDA : ACTIONS DANS LES PVD

La Commission a approuvé une communication sur la politique en matière de SIDA de la Communauté et des Etats membres dans les pays en voie de développement. Elle vise à répondre aux souhaits de renforcement de la coordination en matière de politique et de stratégie face aux problèmes du VIH/SIDA dans les pays en voie de développement, tout en prenant en compte les enseignements de l'expérience.

La Communication de la Commission sur la politique en matière de SIDA dans les pays en voie de développement a été rédigée en réponse à la demande formulée par le Conseil sur la politique de coopération au développement à l'Horizon 2000 et dans une résolution subséquente de renforcer la coordination entre la Communauté et les Etats membres dans les domaines prioritaires de coopération au développement, dont la santé fait partie. Sur cette base, on pourrait atteindre davantage de consensus et de cohérence entre les politiques et les actions menées par la Communauté et les Etats membres et les interventions pourraient progressivement devenir plus efficaces et mieux ciblées (v. doc. COM(93)479).

7. NOMINATION D'UN DELEGUE : TUNIS

M. Robert VAN DER NEULEN a été nommé Chef de la Délégation de la Commission européenne à Tunis (Tunisie).

Il prendra ses fonctions le 10 janvier 1994 et présentera ses lettres de créance dès que possible après cette date.

8. AIDES : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - OUGANDA - FEDERATION RUSSE

LIBAN

En fin d'année 1993 la Commission a décidé des aides humanitaires suivantes :

- République centrafricaine : 200.000 ECU en faveur des réfugiés tchadiens;
- Ouganda : 1 MECU en faveur de réfugiés soudanais;
- Fédération russe : 290.000 ECU en faveur des sans-abri de la ville de Moscou;
- Liban : 800.000 ECU en faveur des enfants.

9. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet d'ordre du jour de la prochaine réunion hebdomadaire de la Commission qui aura lieu le mercredi 12 janvier 1994 :

- Fonctionnement et financement de la PESC;
- Répartition des crédits entre les Etats membres dans le cadre des objectifs 3 et 4.

Les rencontres suivantes sont prévues :

- M. van den BROEK reçoit le Ministre finlandais du Commerce extérieur et Président de l'AELE, M. SALONAINEN (10 janvier);
- MM. DELORS, BRITTAN, van den BROEK reçoivent le Président des Etats-Unis, M. CLINTON (11 janvier);
- MM. DELORS et van den BROEK reçoivent le Premier Ministre du Canada, M. CHRETIEN (11 janvier);
- MM. DELORS et van den BROEK reçoivent le Premier Ministre turc, Mme CILLER (11 janvier);
- M. VANNI d'ARCHIRAFI reçoit M. Mickey KANTOR, US Trade Representative (11 janvier);
- M. PALEOKRASSAS reçoit le Ministre canadien de la Pêche, M. TOBIN (11 janvier);
- M. SCHMIDHUBER reçoit le Vice Chancelier d'Autriche, M. BUSEK (12 janvier);
- M. RUBERTI reçoit le Ministre slovène de la Recherche, M. BOHINC (13 janvier);
- M. PALEOKRASSAS reçoit le Secrétaire Général de l'EFTA, M. GRONVALL (14 janvier).

- 8 -

Par ailleurs, les déplacements suivants sont prévus :

- M. CHRISTOPHERSEN participera à la 1ère réunion du Conseil de l'Institut Monétaire (Francfort, 11 janvier);
- M. MARIN va en visite officielle en Tunisie (12-14 janvier).

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. PRESIDENCE GRECQUE

Depuis le 1 janvier 1994 la Grèce assure la Présidence du Conseil de l'Union européenne. Le programme de travail de la Présidence grecque ainsi que le calendrier des réunions du Conseil au cours du premier semestre 1994, ont été envoyés aux Délégations par l'INFO NOTE 1/94 en date du 5 janvier 1994.

2. CONSEIL "RECHERCHE" (BRUXELLES, 22 DECEMBRE 1993)

Le Conseil est arrivé à un accord global unanime sur le montant budgétaire global des programmes-cadres de recherche communautaire (1994-1998), la ventilation entre les actions ainsi que sur le budget opérationnel du CCR.

L'accord politique porte sur un montant budgétaire global du quatrième programme-cadre de 12 milliards d'Ecus; s'y ajoute un milliard mis en réserve qui pourra être débloqué après un examen à mi-parcours, au plus tard le 30 juin 1996, à la lumière d'une évaluation de l'état d'avancement de la mise en oeuvre du programme cadre, de la situation économique générale au sein de l'Union et de la situation budgétaire de la Communauté et compte tenu des progrès réalisés en matière de compétitivité.

Il a par ailleurs convenu de ventiler les 12 milliards en 5,9 milliards et 6,1 milliards pour couvrir respectivement les dépenses 1995-1996 et 1997-1998.

Le Conseil s'est entendu sur l'octroi de 875 millions d'Ecus au titre du budget opérationnel du CCR pour la période 1994/1998, étant entendu que ce montant pourra être augmenté d'une part proportionnelle dans la répartition du milliard de réserve.

3. DECLARATION DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE DE LA PESC

Les délégations auront déjà reçu le texte de la déclaration sur - l'adhésion du KAZAKHSTAN au T.N.P. (22 décembre 1993).

4. PREVISIONS

Aucune réunion du Conseil est prévue dans la semaine du 10 au 14 janvier 1994.

III. PARLEMENT EUROPEEN

1. TRAVAUX DES COMMISSIONS

- a) Au cours de la dernière semaine de travail des commissions du PE la commission des affaires étrangères et de la sécurité a eu un échange de vues avec le représentant de la présidence belge, l'Ambassadeur DHUYSBAERT sur le pacte de stabilité (initiative BALLADUR). Le Président BARON CRESPO a exprimé le souhait que le Parlement européen soit associé à ce pacte. Les membres ont également entendu Mme HOFF rapporteur de la délégation ad hoc

- 9 -

"élections en Russie" ainsi que l'Ambassadeur CHAMPENOIS concernant le rapport des observateurs de la Communauté aux élections en Russie du 12 décembre 1993.

La commission du développement a eu un échange de vues très apprécié avec M. DERYCKE, Président en exercice du Conseil Développement. Elle a eu des échanges de vues favorables aux propositions des rapporteurs sur les réfugiés en Afrique, les résultats de la Conférence C.N.U.E.D. de Rio et la décharge 1992 du Budget général. Elle a entendu une communication de la Commission sur les récents événements dans le domaine de la coopération, en particulier, les élections au Gabon, la situation en Angola, en Guinée Equatoriale et en Afrique du Sud, ainsi que sur le point des exportations de semoule de blé dur à destination de l'Algérie.

Enfin elle a débattu, dans un climat favorable à la Commission, de l'action de la Communauté en matière d'aide humanitaire sur la base d'un exposé de M. GOMEZ REINO, Directeur d'ECHO.

- b) Dans sa première session de l'année 1994 la commission des affaires étrangères et de la sécurité a eu un échange de vues avec des représentants de la présidence grecque. La présidence a indiqué qu'il n'y a aucun consensus au Conseil pour négocier un accord inter-institutionnel avec le Parlement sur la PESC. On préfère plutôt procéder de manière pragmatique. La commission a poursuivi ses discussions sur l'élargissement Malte et Chypre. Une réforme institutionnelle serait un préalable absolu.

La commission des relations économiques extérieures a adopté son rapport sur les clauses sociales dans le système multilatéral du commerce mondial (rapport SAINTJON) et après une longue discussion a décidé de demander l'application de l'article 228 (avis conforme) pour l'accord du GATT, et celle-ci avant signature finale par le Conseil à Marakesh en avril.

La commission du développement a principalement eu des échanges de vues liminaires, animés et controversés sur la démographie et le développement ainsi que sur les résultats des négociations du GATT. Elle a eu un échange de vues favorables à la proposition du rapporteur sur les résultats des travaux de l'Assemblée paritaire ACP-CEE en 1993, entendu une communication de la Commission sur la situation au Congo, en Guinée équatoriale ainsi que sur les informations incorrectes du Sunday Times relatives au SIDA et a rencontré M. DUNGESH MAN SINGH, Ambassadeur du Népal. Enfin elle a débattu des élections présidentielles au Gabon, sur la base d'un rapport oral fait par M. SABY de sa récente "mission d'observation" à Libreville.

2. PREVISIONS

La semaine du 10 au 14 janvier 1994 sera consacrée aux réunions des Groupes politiques pour la préparation de la session plénière de janvier.

D.F. WILLIAMSON, SECRETAIRE GENERAL

10